

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**  
**78, rue de Varenne**  
**75349 Paris 07 SP**

<b>DIRECTION des POLITIQUES ECONOMIQUE et INTERNATIONALE</b> Service de la Production et des Marchés Sous-Direction des Cultures et des Produits Végétaux 3, Rue Barbet de Jouy - 75700 PARIS Bureau du vin, du cidre et des spiritueux à base de vin et de pommes ☎ : 01.49.55.45.78 📠 : 01 49.55.50.75  Service des Stratégies Agricoles et Industrielles Sous-Direction de la Valorisation et de l'Organisation des Filières Bureau de l'organisation des filières ☎ : 01.49.55.45.48 📠 : 01.49.55.57.85	<b>CIRCULAIRE</b>  DPEI/SPM/C2000-4026  DU : 11 MAI 2000  CLASSEMENT :
--	--

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

à

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS**

**OBJET** : Circulaire complémentaire à la circulaire DPE/SPM/C.91/N° 4009 du 4 juillet 1991 relative aux critères de reconnaissance des groupements de producteurs pour l'application en France des dispositions de l'article 39 du règlement (CE) n°1493/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune du marché vitivinicole.

**DATE DE MISE EN APPLICATION** : immédiate

---

**PLAN DE DIFFUSION**

Pour exécution

- M. le DPEI
- MM. les DRAF
- Mme et MM. les DDAF
- Monsieur le Directeur de l'ONIVINS

Pour information

- DGA
  - DGAL
  - DEPSE
  - DERF
  - DAF
  - Le Président du COPERCI
  - Conseil Général du GREF
  - Conseil Général de l'Agronomie
  - MM. les Inspecteurs Généraux de l'Agriculture
- Réserve : 100 exemplaires.

Depuis une décennie à la suite des efforts consentis par l'Union Européenne et par la filière vitivinicole la production viti-vinicole communautaire a été considérablement rééquilibrée. La réforme de l'Organisation Commune de Marché (O.C.M.) viti-vinicole adoptée dans le cadre de l'Agenda 2000 contribue à renforcer durablement ce nouvel équilibre. Dans le même temps, les pays tiers producteurs de vin ont connu une forte montée en puissance, et souhaitent renforcer leurs parts sur le marché européen qui représente les 2/3 de la consommation mondiale de vin. Toutefois la production mondiale de vins reste excédentaire par rapport à la consommation y compris dans les pays de l'Union Européenne.

Cette situation, jointe au développement des échanges au niveau mondial entraîne un durcissement de la concurrence internationale.

Elle s'accompagne d'une évolution de la demande et d'un déplacement de la consommation vers des produits de qualité toujours croissante, à la traçabilité assurée.

Comme il est explicité par le considérant n° 45 du règlement visé en objet : « la constitution de groupements de producteurs est de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de l'organisation commune de marché ».

En France, pour une grande part la restructuration du vignoble, la modernisation de la production et de la commercialisation du vin ont pu être mises en œuvre avec efficacité grâce à l'action des groupements de producteurs notamment à partir de la réforme de 1991.

La nouvelle O.C.M., tout en prenant en compte les modifications intervenues sur les marchés, confirme ces orientations. La restructuration du vignoble notamment est dorénavant financée par l'Union Européenne et le règlement (CE) n° 1493/99 du Conseil du 17 mai 1999 a introduit un titre IV « Groupements de Producteurs et Organismes de filière » dont le chapitre I prévoit la reconnaissance par les Etats membres de groupements de producteurs.

Les critères de reconnaissance des groupements de producteurs tels que définis dans la circulaire DPE/SPM/C91/n° 4009 du 4 juillet 1991 recoupent les objectifs énoncés à l'article 39 du règlement précité à l'exception du point IV) qui stipule :

- qu'au sens de ce règlement tout groupement de producteur a pour but « de promouvoir des pratiques culturelles, des techniques de production et des techniques de gestion des déchets respectueuses de l'environnement, notamment pour protéger la qualité des eaux, du sol et du paysage et pour préserver et/ou favoriser la biodiversité ».

Aussi, la circulaire DPE/SPM/C91/n° 4009 du 4 juillet 1991 qui traduit désormais le dispositif national portant modalités d'application en France des critères de la reconnaissance des groupements de producteurs de vin doit-elle être modifiée pour intégrer cette objectif.

I / La circulaire précitée est donc complétée au titre II de la manière suivante :

- a) la conduite des vignobles, au troisième tiret, les termes « - les techniques culturelles....» sont complétés par les termes : « notamment destinées à protéger la qualité des eaux, du sol et du paysage et pour préserver et/ou favoriser la biodiversité ».

- au point c) la vinification, un premier tiret est ajouté avant « - la présence d'un œnologue salarié ou mis à disposition », rédigé ainsi :

« - des techniques d'élaboration et de gestion des déchets respectueuses de l'environnement ».

II / Les groupements de producteurs qui ont été reconnus dans les conditions de la circulaire précitée du 4 juillet 1991 avant l'entrée en vigueur du règlement communautaire CE 1493/1999 seront considérés comme ayant été reconnus groupements de producteurs au sens de la réglementation communautaire, à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle organisation commune de marché, le 1<sup>er</sup> août 2000.

En vue de vérifier que les groupements de producteurs actuels satisferont aux nouvelles dispositions intégrées par la présente circulaire à la circulaire DPE/SPM/C.91/n° 4009 du 4 juillet 1991, il appartiendra aux responsables de ces structures de suivre la procédure ci-après.

Le Conseil d'Administration prend l'engagement de soumettre à la ratification de la prochaine assemblée générale extraordinaire les modifications statutaires et de prendre des dispositions pour leur mise en œuvre.

Le procès verbal de la réunion du Conseil d'administration est adressé au bureau de l'organisation des filières – Direction des politiques économique et internationale – par le canal de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt **avant le 31 juin 2000**.

Le procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire ayant approuvé ces modifications statutaires accompagné de tous les éléments sur les mesures mises en œuvre seront adressés, par le même canal de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, au bureau de l'organisation des filières avant le 31-décembre 2000.

Vous voudrez bien contacter le bureau de l'organisation des filières dans le cas où vous rencontreriez des difficultés de mise en œuvre de cette circulaire.

Le Directeur des Politiques  
Economique et Internationale

Remi TOUSSAIN